



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois Le, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : -

Code AIOT : 0010005360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement MINIER SAS implanté Bondrée 41100 Naveil. L'inspection a été annoncée le 01/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Bondrée 41100 Naveil
- Code AIOT : 0010005360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Naveil lieu-dit "Bondrée" est une carrière de sable autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-3385 du 03/08/2021.

La production annuelle maximale autorisée est de 100 000 tonnes avec une moyenne de 31200 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est le 24 mars 2024, elle est donc passée.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Schéma d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa	Avec suites, Astreinte	Astreinte	
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblais	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1

Thème(s) : Autre, Terres excavées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II. [...] Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Constats de la précédente inspection du 20/06/2025 :

Lors de cette inspection l'exploitant a précisé que des téléversements ont été réalisés sur le RNDTS pour la période de septembre 2024 à avril 2024, et a présenté un tableau de suivi des DAP (Déclaration d'Acceptation Préalable) des déchets (remblais) admis sur le site, en précisant qu'aucun déchet n'était accueilli en remblaiement de la carrière sans DAP (le DAP est indispensable pour renseigner le RNDTS).

Cependant l'exploitant avait informé l'inspection que depuis le basculement du RNDTS vers Track Déchets début mai 2025 les téléversements étaient refusés du fait de la non mise à jour du logiciel CARSABE par le prestataire qui le commercialise (il avait été précisé que ce logiciel devait à nouveau être opérationnel pour fin août / début septembre 2025).

Réponse du 13/10/2025 :

Dans sa réponse l'exploitant a précisé : " *La mise à jour du logiciel de notre prestataire (CARSABE) n'est à ce jour pas suffisamment stable pour pouvoir effectuer le téléversement. Notre prestataire nous assure pouvoir nous fournir une version définitive courant novembre*".

Constats du 10/04/2026 :

Lors de l'inspection il a été constaté que le logiciel CARSABE était opérationnel et permettait de renseigner Track Déchets.

Aucun matériel informatique n'étant présent sur la carrière de Naveil "Bondrée", la saisie des données est réalisée depuis le site MINIER Négoce situé à Naveil dans la zone industrielle de la Bouchardière.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa
Thème(s) : Autre, phasage d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25 juin 2025 :</u> Lors de cette inspection il a été constaté que la notification de cessation d'activité de la carrière telle que prévue par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/08/2024 n'a pas été faite, alors que le délai prescrit pour la réaliser (au plus tard 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, soit avant le 12/02/2025) est dépassé. Suite à ce constat une astreinte administrative d'un montant de 25 € a été prise à l'encontre de l'exploitant sur proposition de l'inspection des installations classées (AP n° 41-2025-10-07-00005 du 7/10/2025).</p> <p><u>Réponse du 13/10/2025 :</u> Dans sa réponse à l'inspection du 25 juin 2025 l'exploitant avait précisé : "<i>Aucune notification de cessation d'activité n'a été réalisée à ce jour car nous ne sommes pas en mesure de connaître le calendrier de cette cessation, notamment la date exacte de finalisation du remblaiement qui dépend en totalité des apports de remblais, donc des chantiers de terrassement et de démolition du secteur. Dès qu'un calendrier de remise en état sera possible, nous notifierons au Préfet la cessation d'activité de ce site</i>".</p> <p><u>Constats du 10/04/2026 :</u> La notification de cessation d'activité n'a toujours pas été réalisée au jour de l'inspection. La notification de cessation d'activité de la carrière telle que prévue par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/08/2024 n'a toujours pas été faite alors que le délai prescrit pour la réaliser (au plus tard 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, soit avant le 12/02/2025), est dépassé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7
Thème(s) : Autre, Echéance de remise en état

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

[...]

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :**Constats de l'inspection du 25 juin 2025 :**

Lors de cette inspection il a été constaté que la remise en état n'était pas réalisée, mais que le délai fixé à 1 an par l'arrêté préfectoral de mis en demeure du 12/08/2024 pour la réaliser (échéance au 12/08/2025) n'était pas dépassé.

Réponse du 13 octobre 2025 de l'exploitant :

Dans sa réponse l'exploitant a indiqué " Nous mettons tout en œuvre afin de remblayer au plus vite l'excavation. Cependant, le remblaiement du site est étroitement lié aux chantiers de terrassement et de démolition du secteur que nous ne maîtrisons pas.

Constats du 10/04/2026 :

Depuis la dernière visite l'exploitant a accéléré le remblaiement de la carrière qui a bien progressé mais n'est toujours pas finalisé.

Le remblaiement total et la remise en état de la carrière ne sont toujours pas réalisés alors que le délai de 1 an fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/08/2024 pour réaliser ces opérations est dépassé (échéance au 12/08/2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte